

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 24/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



SCHROLL Colmar

26 RUE EDOUARD BRANLY
68000 COLMAR

Références : 0582_2022_10_06_Schroll_TTR2022
Code AIOT : 0006700582

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2022 dans l'établissement SCHROLL Colmar implanté 26 RUE EDOUARD BRANLY ZI EST 68000 COLMAR. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé dans le cadre d'une action collective sur les installations classées effectuant des activités de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHROLL Colmar
- 26 RUE EDOUARD BRANLY ZI EST 68000 COLMAR
- Code AIOT : 0006700582
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

L'installation assure des activités de tri, de regroupement et de transit de déchets non dangereux. Les déchets admis sur le site sont essentiellement constitués de papier/cartons et de plastiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- traçabilité des déchets et valorisation ;
- risques accidentels (moyens incendie, confinement, ...).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Mise en demeure, déchets	6 mois
3	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Mise en demeure, déchets	6 mois
4	Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.II et III	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Moyens incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Implantation	Arrêté Préfectoral du 31/12/1996, article 10.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Typologie déchets	Code de l'environnement du 22/08/2021, article L541-1	/	Sans objet
5	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV alinéa 1	/	Sans objet
6	Gestion des anomalies à l'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III c et d	/	Sans objet
7	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	/	Sans objet
9	Dispositifs de rétention et de confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 31/12/1996, article 30.3	/	Sans objet
11	Réseau incendie	Arrêté Préfectoral du 31/12/1996, article 13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence plusieurs non-conformités :

- les registres présentés par l'exploitant sont communs aux deux sites exploités par le groupe Schroll à Colmar et ils ne sont pas accessibles en temps réel. Cela ne permet pas de connaître les flux de déchets au niveau du site contrôlé. De plus, les numéro SIRET des expéditeurs, transporteurs et destinataires ne sont pas précisés ;
- l'information préalable à présenter avant admission des déchets ne comporte pas les informations prévues, ce qui ne permet pas la vérification de la conformité des déchets prévue à l'admission des déchets ;
- des extincteurs n'étaient pas disposés au niveau de l'affichage prévu, d'autres étaient masqués par la poussière, une installation ne comportait pas d'extincteur adapté et des Robinets Incendie Armés n'étaient pas accessibles ou difficilement manoeuvrables. Ces constats remettent en question la mise en oeuvre de certains moyens incendie en cas de besoin ;
- une des vannes de confinement n'était pas aisément manoeuvrable au cours de la visite (affichage masqué, clé de manoeuvre de la vanne rangée à distance de la vanne, absence d'indication du sens de manoeuvre, ...) ;
- les stocks de papiers/cartons présents le long de la limite nord ne respectent pas les dimensions prescrites. Le non-respect de cette prescription est susceptible d'engendrer des effets thermiques supérieurs à ceux attendus à l'extérieur du site en cas d'incendie.

Concernant les 3e et 4e points cités ci-dessus, l'exploitant a justifié de l'engagement de démarches visant à mettre les installations en conformité.

Pour les autres constats, une mise en demeure est proposée au Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/08/2021, article L541-1
Thème(s) : Autre, valorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. – Les dispositions du présent chapitre et de l'article L. 125-1 ont pour objet : [...] 2° De mettre en oeuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre : a) La préparation en vue de la réutilisation ; b) Le recyclage ; c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ; d) L'élimination ;
Constats : Le site situé rue Branly accueille en grande majorité de déchets de papiers/cartons et des matières plastiques. Des biodéchets transitent également sur le site. Le site n'accueille pas de déchets dangereux. La quantité de déchets admise représente environ 2500 à 3000 tonnes par mois.

<p>Les documents présentés par l'exploitant indiquent un taux de valorisation proche de 90%, les 10% restant étant éliminés en centre d'enfouissement.</p> <p>Toutefois, l'exploitant a indiqué que les éléments présentés concernent les deux sites exploités par le groupe Schroll à Colmar.</p> <p>L'exploitant a indiqué que, pour le site contrôlé, les déchets admis sur le site sont tous valorisés (matière ou énergétique).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Traçabilité des déchets (déchets entrants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Actions nationales 2022, registre déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un système informatisé pour le suivi et l'enregistrement des déchets entrants.</p> <p>Il a présenté le registre du mois d'août 2022.</p> <p>Le logiciel permet d'extraire un registre comportant la date de réception, le numéro de dossier, le code déchet et la nature des déchets, les noms de l'expéditeur et du transporteur ainsi que le code du traitement opéré.</p> <p>Le registre ne comporte pas le numéro SIRET de l'expéditeur et du transporteur. A cet égard, l'exploitant a indiqué que des modifications logicielles étaient en cours.</p> <p>De plus, il a été constaté que le registre est commun aux deux sites du groupe Schroll exploité à Colmar (admissions régulières de déchets dangereux, alors qu'aucun déchet dangereux ou zone dédiée à l'accueil de déchets dangereux n'a été observée au cours du contrôle). Il ne permet pas de distinguer les sites concernés par les entrées de déchets.</p> <p>En outre, il a été constaté que les registres ne peuvent être édités qu'après la clôture de la période de facturation. En ce sens, le registre ne permet pas un suivi en direct. Au 20 octobre 2022, le registre comportant les entrées du 06 octobre n'était pas disponible.</p> <p>Ces constats constituent une non-conformité.</p>
Observations : Le registre des déchets entrants comporte des codes traitement de type "D5...]", associés à des opérations d'élimination.

Les activités de traitement exercées sur le site ne correspondent pas à des opérations d'élimination des déchets. En conséquence, le code de traitement opéré sur le site ne devrait pas commencer par « D ». L'exploitant précise que le code indiqué correspond à la destination finale du déchet. Il convient que dans le registre des déchets entrants soit indiqué le code de traitement réellement opéré sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Traçabilité des déchets (déchets sortants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2022, registre des déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : [...]</p> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet : [...] - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</p> <p>e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; [...]</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté un registre des déchets sortants pour le mois d'août 2022. Le registre mentionne les informations suivantes : date de sortie, numéro de dossier, code du déchet et nature, quantité, transporteur, destinataire, code du traitement opéré et qualification du traitement final.</p> <p>Les constats sont similaires au point de contrôle précédent : - le registre ne mentionne pas le numéro SIRET de l'installation destinatrice et du transporteur ; - le registre ne permet pas d'identifier le site de départ des déchets parmi les deux sites exploités par le groupe Schroll à Colmar ; - le registre n'est pas consultable en temps réel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.II et III
Thème(s) : Autre, Contrôles à l'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri. <p>[...]</p> <p>L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.</p> <p>III. L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. <p>Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.</p> <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p>

Constats : La plupart des camions entrants sur le site disposent d'un contrat préalablement établi. Dans ce cas, les transporteurs disposent d'un badge d'accès qui leur permet de s'enregistrer au niveau du pont bascule.

Lorsque ce n'est pas le cas, les chauffeurs se présentent à l'accueil du site.

L'exploitant a indiqué au cours du contrôle que les contrats passés avec les clients font office d'information préalable.

Les contrats n'étaient pas consultables au cours du contrôle. Par courriel du 20 octobre 2022, l'exploitant a communiqué 2 contrats, ainsi que le modèle de contrat type.

Les contrats transmis ne comportent pas les informations prévues à l'article 13.II de l'arrêté du 06 juin 2018 et notamment :

- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

En outre, la durée de validité des documents présentés est supérieure à un an.

En conséquence, les contrats présentés ne se substituent pas à l'information préalable.

Ce constat constitue une non-conformité.

De plus, compte tenu de ce constat, lors de la procédure d'admission des déchets, la conformité des déchets par rapport à l'information préalable en cours de validité ne peut pas être vérifiée, ce qui est une non-conformité à l'article cité en référence.

L'accès au site n'est possible que lors des heures d'ouverture.

Le site n'est pas équipé de détecteur de radioactivité. Toutefois, la nature des déchets admis sur le site (papiers, cartons, plastiques, déchets alimentaires pour la collecte de biodéchets) ne le justifie pas.

Les dépôts de déchets sont réalisés dans des zones prévues à cet effet sous le contrôle d'un opérateur qui valide la nature des déchets déposés (saisie sur tablette et prise de photos).

Un accusé de réception est délivré après livraison des déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV alinéa 1

Thème(s) : Autre, Identification des différents Entreposages

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

IV. - Entreposage des déchets

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

<p>Constats : Les zones de dépôt des déchets sont distinctes des zones d'entreposage des déchets triés.</p> <p>Concernant les déchets triés, il n'existe pas de matérialisation des zones d'entreposage par typologie pour des raisons de souplesse d'exploitation.</p>
<p>Observations : Lors du contrôle, la quantité de déchets incinérables stockée était importante. L'exploitant l'a justifiée par un arrêt de l'incinérateur de Colmar pour maintenance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Gestion des anomalies à l'admission

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III c et d</p>
<p>Thème(s) : Autre, Procédure de refus</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.</p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. <p>L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet. Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.</p> <p>Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.</p>
<p>Constats : Le personnel chargé de la réception et du contrôle des déchets admis est sensibilisé à la nature des déchets admissibles.</p> <p>Il a également été indiqué qu'en cas de doute, les déchets ne sont pas déchargés.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de registre de refus.</p> <p>Toutefois, les refus de déchets semblent exceptionnels. Le personnel interrogé n'avait pas connaissance de refus de déchets sur le site contrôlé.</p>
<p>Observations : Concernant les éventuels déchets refusés, il convient que l'exploitant mette en place un registre des refus afin d'y consigner les éventuels refus de déchets. L'exploitant justifiera de la mise en place de ce registre à l'Inspection dans un délai d'un mois.</p> <p>Par ailleurs, les consignes d'exploitation présentées relatives à l'admission des déchets ne présentent pas de liste exhaustive des déchets/codes déchets admis. En outre, la liste est commune aux deux sites du groupe Schroll qui accueillent pourtant des typologies de déchets différentes.</p> <p>Il convient que le document soit complété compte tenu de l'activité réalisée sur le site situé rue Branly et de la nature des déchets admis.</p> <p>L'exploitant transmettra une mise à jour des consignes d'exploitation à l'Inspection dans un délai d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
Thème(s) : Autre, Installations électriques et mise à la terre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de vérification périodique des installations électriques établi par DEKRA daté du 1er juillet 2022 (contrôle du 24 mars 2022). Il a mis en évidence des observations. L'exploitant a engagé des actions pour y remédier. Par ailleurs, l'exploitant a présenté un rapport de contrôle Q18 du 24 mars 2022 qui conclut à l'absence de risque d'incendie ou d'explosion.
Observations : Au cours de la visite, des câbles électriques accessibles et partiellement dénudés ont été observés au niveau d'un coffret situé dans la partie ouest du hall. L'exploitant a indiqué qu'ils n'étaient pas sous-tension. Il convient toutefois que l'exploitant supprime ces câbles ou qu'il les mette en sécurité dans les règles de l'art. Il informera l'Inspection des travaux réalisés dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. [...] <ul style="list-style-type: none">- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle

Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été vérifié que l'exploitant dispose d'un plan détaillé représentant les zones de danger ainsi qu'un plan décrivant l'emplacement des moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site.

L'exploitant dispose des moyens suivants :

- extincteurs efficaces contre les feux de classes A, B, C et E ;
- de Robinets d'Incendie Armés (RIA) ;
- d'un poteau d'incendie à l'entrée du site ;
- d'une réserve de sable au niveau de l'aire de distribution de carburant ;
- un dispositif de télésurveillance composé de caméras thermographiques réparties sur le site. Le dispositif comporte une fonction d'alerte téléphonique de certains cadres du groupe en cas de détection de températures anormales avec un renvoi d'appel vers les services de secours et de lutte contre l'incendie si l'alarme n'est pas acquittée.

Les équipements ont fait l'objet d'une vérification en mai 2022, complétée en juillet 2022 pour les caméras thermographiques.

La visite a toutefois donné lieu aux constats suivants :

- la réserve de sable ne comportait pas de pelle ;
- des extincteurs n'étaient pas disposés dans toutes les zones à risque. En effet, une zone présente sur le site équipée de prises triphasées 380 volts dédiées au branchement d'un nettoyeur haute pression ainsi qu'un palan de levage, ne dispose pas d'extincteur pour les feux de classe E à proximité ;
- le RIA situé en partie ouest du hall n'était pas aisément manoeuvrable compte tenu de l'endommagement du capotage de protection ;
- les extincteurs situés à proximité de la presse n'étaient pas bien visibles (3 extincteurs stockés dans une poubelle, un extincteur recouvert de poussière) et pas situés au niveau de l'affichage mis en place.

Ces constats constituent une non-conformité.

Par courriel du 20 octobre 2022, l'exploitant a transmis un bon de commande du 20 octobre 2022 pour la remise en état des moyens incendie (protection des extincteurs et affichage, ajout d'extincteur au niveau du local nettoyeur haute pression, démontage du capotage défectueux du RIA, ...).

Il convient que l'exploitant transmette les justificatifs de réalisation des travaux et de mise en conformité (photos) à l'Inspection dans un délai d'un mois.

Observations : Lors du contrôle des moyens incendie présents au niveau de l'aire de distribution des carburants, il a été constaté que le flexible de la pompe de distribution était endommagé. Il convient que l'exploitant le remplace.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Dispositifs de rétention et de confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/1996, article 30.3

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Le volume constitué par les fosses de réception des marchandises, les points bas des aires de stockage et les canalisations d'évacuation correspondant à un volume de 240 m³ devront être aménagés pour servir de bassin de confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie.

Les vannes d'obturation situées en bout de canalisation devront pouvoir en cas de sinistre, être facilement manoeuvrées par le personnel ou les services de secours.
<p>Constats : Concernant le volume de rétention, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le volume disponible.</p> <p>Par courriel du 20 octobre 2022, l'exploitant a indiqué que des mesures ont été effectuées au niveau de la fosse de la presse et de la fosse BRT. Elles ont conclu à des volumes respectifs de 152 m3 et 88,4 m3, soit un total de 240 m3.</p> <p>Toutefois, aucun plan n'a été présenté pour justifier les mesures.</p> <p>Concernant les vannes d'isolement, il a été constaté la présence de deux vannes représentées sur le plan situé à l'entrée du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une à proximité de l'entrée. La vanne est bien indiquée et la clé de manoeuvre est située à proximité. Toutefois, le sens de manoeuvre n'est pas indiqué sur l'équipement ; - une autre vanne située plus à l'ouest du site, à l'arrière du bâtiment, dans une zone de stockage. Le marquage mis au sol pour repérer la vanne n'était plus visible. De plus, l'affichage présent sur le mur de propriété était masqué par des stocks de conteneurs GRV. Par ailleurs, la clé de manoeuvre était située contre le bâtiment et n'était pas aisément repérable. Enfin, le sens de manoeuvre n'était pas indiqué. L'ensemble de ces éléments conduit à une manipulation peu aisée de la vanne en cas d'accident et constitue une non-conformité. <p>Par courriel du 20 octobre 2022, l'exploitant a transmis des photos de la seconde vanne. Elles justifient de l'enlèvement des GRV, de la mise en place de piquets et de chaînes au niveau de la vanne dans l'attente de la mise en place de blocs béton et du rangement de la clé de manoeuvre au niveau de l'affichage de la vanne.</p> <p>Compte tenu des actions mises en oeuvre par l'exploitant, il est considéré qu'il a remédié à la non-conformité.</p> <p>Observations : Concernant les volumes de rétention, il convient que l'exploitant transmette un plan coté justifiant des dimensions des volumes de rétention à l'Inspection dans un délai d'un mois.</p> <p>Concernant les vannes d'isolement, il convient que l'exploitant indique le sens de manoeuvre au niveau des dispositifs. Il transmettra un justificatif à l'Inspection dans un délai d'un mois.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 10 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/1996, article 10.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stocks de papiers ou plastiques triés et conditionnés en balles pourront être entreposés le long de la limite de propriété côté nord, à condition de constituer des blocs séparés par des couloirs de 3 mètres. La taille maximum d'un bloc sera de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - profondeur : 10 m ; - largeur : 5 m ; - hauteur : 0,5 m en dessous de la clôture. <p>[...].</p> <p>Constats : Au cours du contrôle, il a été constaté que les stocks de papiers/cartons et de plastiques triés entreposés le long de la limite nord ne respectent pas les dispositions prévues. En effet, la hauteur des stocks entreposés est supérieure à la clôture et les îlots ne sont pas tous séparés par des couloirs de 3 mètres.</p>

En outre, l'Inspection émet des doutes sérieux sur le respect de la longueur des stocks. Toutefois, aucune mesure précise n'a été réalisée.
Il n'existe aucune matérialisation ou disposition organisationnelle visant à préciser les dimensions prescrites au niveau des zones d'entreposage.
Observations : Il est rappelé que l'exploitant a déjà fait l'objet d'une mise en demeure sur ce point par arrêté du 06 août 2014. La mise en conformité avait été constatée au cours de la visite du 05 février 2018.
Il est rappelé qu'en l'état, l'exploitant est tenu de respecter les dimensions prescrites. S'il souhaite une modification de la prescription, il convient qu'il la sollicite conformément aux dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement avec tous les éléments d'appréciation. A cet égard, l'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur les remarques formulées dans le rapport d'inspection du 17 juillet 2014 relatives à une note d'information portant sur des modélisations incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Réseau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/1996, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, et entretenus en bon état de fonctionnement en particulier : [...] <ul style="list-style-type: none"> - d'un réseau incendie maillé d'eau permettant d'alimenter avec un débit suffisant des poteaux d'incendie normalisés, des robinets d'incendie armés, des prises d'eau ou de tous autres matériels fixes ou mobiles situés à l'extérieur des bâtiments. L'ensemble du réseau devra pouvoir fonctionner normalement en période de gel ; Tous ces équipements ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz, ...) seront bien repérés et facilement accessibles.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'un poteau incendie privé à l'entrée du site. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le débit délivré au niveau du poteau. Il s'est engagé à faire réaliser un contrôle dans un délai de quinze jours. Il convient que l'exploitant communique à l'Inspection, dans un délai d'un mois, un document justifiant la réalisation de ce contrôle et la distribution d'un débit suffisant et adapté au niveau de cet équipement. L'exploitant justifiera également que le débit disponible au niveau du site est bien adapté aux besoins de l'installation (ex : calcul D9).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet